



INTRODUCTION - LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE : RAPPORTS DE FORCE, PRÉCARITÉ ET PARTICIPATION CITOYENNE

[Pierre-Mathieu Le Bel](#), [Sylvie Lardon](#)

Presses universitaires de Rennes | « [Norois](#) »

2022/1 n° 262 | pages 7 à 13

ISSN 0029-182X

ISBN 9782753586543

DOI 10.4000/norois.11713

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-norois-2022-1-page-7.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses universitaires de Rennes.

© Presses universitaires de Rennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Norois

Environnement, aménagement, société

262 | 2022

Les défis de la gouvernance alimentaire

Introduction – Les défis de la gouvernance alimentaire : rapports de force, précarité et participation citoyenne

Pierre-Mathieu Le Bel et Sylvie Lardon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/norois/11713>

DOI : [10.4000/norois.11713](https://doi.org/10.4000/norois.11713)

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 18 mai 2022

Pagination : 7-13

ISBN : 978-2-7535-8654-3

ISSN : 0029-182X

Distribution électronique Cairn



Référence électronique

Pierre-Mathieu Le Bel et Sylvie Lardon, « Introduction – Les défis de la gouvernance alimentaire : rapports de force, précarité et participation citoyenne », *Norois* [En ligne], 262 | 2022, mis en ligne le 02 janvier 2025, consulté le 09 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/norois/11713> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.11713>

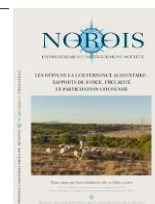
© Tous droits réservés



www.pur-editions.fr



Revue en ligne : <https://journals.openedition.org/norois/>



Introduction

Les défis de la gouvernance alimentaire : rapports de force, précarité et participation citoyenne

Challenges of food governance: power relations, precariousness and citizen participation

Pierre-Mathieu LE BEL^a et Sylvie LARDON^b

^a CREFAD Auvergne & UMR Territoires, Clermont-Ferrand (pmlebel@gmail.com)

^b INRAE & AgroParisTech, UMR Territoires, Clermont-Ferrand (sylvie.lardon@agroparistech.fr)

LA GOUVERNANCE ALIMENTAIRE EN QUESTION

Le concept de gouvernance renvoie à l'intégration des parties prenantes et à la remise en question du rôle prépondérant des élus dans les processus de gouvernement (Jouve, 2005). Historiquement, ce sont d'abord les entreprises, sous les auspices du *New Public Management* (Lane, 2002), qui ont profité de la diminution de la taille des États pour voir leur rôle valorisé en termes de gouvernance. Graduellement, la société civile a également été vue comme faisant partie des acteurs légitimes de la gestion du politique. Malgré l'ouverture et la décentralisation qu'implique la gouvernance, ces acteurs, qui accèdent parfois de manière toute récente au politique, ou qui s'appuient sur des ressources inégales, n'exercent pas la même influence sur les processus décisionnels (Halper, Lascoumes *et al.*, 2014; Jouve, 2005). Cela se vérifie également dans le domaine de la gouvernance alimentaire (Gottlieb, Joshi, 2010; Reynolds et Cohen, 2016).

S'adapter pour une transition alimentaire

La gouvernance alimentaire a la particularité de toucher un domaine d'activité qui concerne directement tout être humain. Ainsi les systèmes d'acteurs qui peuvent y participer sont à la fois extrêmement variés et font appel à des représentations qui vont du savoir technique spécialisé jusqu'aux croyances intimes. Ces systèmes d'acteurs couvrent la planète entière et mobilisent des chaînes logistiques globales largement dominées, en termes de volumes, de pouvoir de décision, de parts de marché, de recherche et développement, par des acteurs appartenant à l'agro-industrie (Lang, 2004).

Le modèle agro-alimentaire dominant, concentré et globalisé (Deverre et Lamine, 2010; Duram et Oberholtzer, 2010), est souvent confronté à des interrogations relatives à la sécurité alimentaire, au déséquilibre des rapports de forces entre acteurs des filières et à des pratiques peu respectueuses de l'environnement (Baritoux et Houdart, 2015; Baritoux, Houdart *et al.*, 2016; Bowen et Zapata, 2009; Marsden *et al.*, 2000; Renting *et al.*, 2003;



Winter, 2003). Dans cette perspective, la transition alimentaire tient une place particulière. La reconnexion de l'agriculture et de l'alimentation aux territoires pourrait en effet répondre aux différents enjeux du développement durable imposés par le modèle conventionnel (Lamine et Chiffolleau, 2012; Falque *et al.*, 2016; Le Vely, 2016).

La question alimentaire au sein du développement territorial s'incarne dans la maîtrise collective de processus complexes, qui appellent à renouveler les outils et les dispositifs de gouvernance territoriale (Lardon *et al.*, 2008). Le territoire se pose en complémentarité de l'échelle globale (Caron *et al.*, 2017) et devient le cadre d'une rencontre où se construisent les capacités d'action des acteurs territoriaux (Angeon *et al.*, 2007; Deffontaines *et al.*, 2001; Lamara, 2009). Se rapprochent ainsi des acteurs, tant de la sphère publique que de la société civile ou du marché (Wiskerke, 2009), portant des motivations, des valeurs et des stratégies différentes. Souvent amenés à mobiliser des ressources et des pratiques associées aussi bien au modèle conventionnel qu'au modèle alternatif (Bloom et Hinrich, 2011) cette gouvernance conduit à une coexistence, voire une hybridation des modèles (Falque, 2016; Gasselien *et al.*, 2021; Gwiazdzinski, 2016). Cela pose en creux la question des modalités de la rencontre entre acteurs ayant des compétences professionnelles, des ressources, des capacités de mobilisation, de diffusion et de prise de parole contrastées.

La fabrication des mouvements collectifs

Dans ce contexte, plusieurs travaux soulignent l'émergence des acteurs de la société civile (acteurs privés, associations, AMAP...) autour de la consommation engagée (Dubuisson-Quellier, 2009). Là aussi, cette émergence peut s'exprimer à travers les cadres mis en place par les instances publiques comme l'illustre Cholet (2021) dans son analyse de la plateforme participative des États généraux de l'alimentation, ou dans des cadres plus contestataires comme ceux de la Via Campesina et du large champ de la souveraineté alimentaire (Desmarais, 2009). Si ces initiatives citoyennes, lorsqu'elles réussissent à investir le champ du politique, sont parfois freinées par les élites agricoles (Pahun, 2020), il n'en demeure pas moins qu'elles contribuent à complexifier les débats en faisant ressortir

des liens qu'entretiennent par exemple alimentation et genre, propriété intellectuelle, ou encore droit des peuples autochtones (Shattuck, Schiavoni *et al.*, 2017). Bien qu'ancrées dans le local, ces initiatives n'y sont donc pas cantonnées, mais viennent au contraire agir directement sur de multiples échelles (Bricas, Conaré *et al.*, 2021).

En effet, le renouvellement des politiques alimentaires locales (Lamine *et al.*, 2012) induit des modes de gouvernance inédits là où prédominaient l'Etat et le marché. Cela pose des questions en termes de participation citoyenne à des systèmes logistiques et agronomiques extrêmement complexes, jusqu'ici peu transparents et réservés à des acteurs du marché (Moragues-Faus, 2017). À ces enjeux participatifs s'ajoutent des défis d'articulation entre les échelles d'action, puisque la transversalité de la question des productions agricoles, tout comme celle du développement durable, viennent bousculer les manières dont les acteurs sociaux décident de stratégies et évaluent leurs actions (Wald et Hill, 2015). Aujourd'hui, de nouveaux acteurs, tels que des associations ou des régies de quartiers autour des jardins potagers (Lardon *et al.*, 2020), émergent et s'articulent autour de la gouvernance et de la production alimentaire urbaine et périurbaine (Trauger, 2015). On trouve également des mouvements structurés en collectifs comme les Amaps en France, le mouvement international des *Incredible edibles* (Incroyables comestibles) ou encore des initiatives davantage furtives et individuelles comme le *Guerrilla gardening*. On en voit l'illustration dans des initiatives largement appuyées par des acteurs publics dans les Projets Alimentaires Territoriaux (<https://rnp.at.fr/>) mais également dans des dispositifs créés par des acteurs associatifs comme les espaces-test agricoles (Le Bel et Pizette, 2020). On en trouve autant dans les pays dits « du Nord » qu'en Inde avec la Commission du droit à l'alimentation, ou au Brésil avec les *Organização de Controle Social* (organisations de contrôle social ou OCS) qui pallient les difficultés juridiques et financières d'obtenir une certification biologique dans ce pays. Davantage que des initiatives, ces expériences peuvent devenir de véritables espaces du politique (Sachse, 2020) qui ne s'inscrivent pas toujours en faux face aux logiques néolibérales de l'agro-industrie, mais intègrent les contradictions inhérentes



à la complexité des milieux où ils s'implantent (McClintock, 2014).

Ces initiatives relèvent de processus d'innovation sociale, impliquant directement les acteurs locaux, dont les effets sur le développement territorial sont aujourd'hui reconnus (Hillier *et al.*, 2004). Elles touchent également les pratiques de collecte de données des scientifiques et leurs rapports aux autres acteurs (Bergez *et al.*, 2019; Lièvre, 2020). Alimentation et production territorialisées constituent alors un levier de développement territorial (Lardon, 2015; Loudiyi et Houdart, 2019) où sont alors visées tout autant la mobilisation et l'activation de ressources (aussi bien matérielles telles que les produits agricoles qu'idéelles telles que l'identité territoriale), la coordination d'acteurs (aussi bien publics que privés, individuels ou collectifs) ou l'intégration ou l'assimilation de différents modèles agricoles et alimentaires (conventionnels ou alternatifs). Ainsi, les initiatives alimentaires analysées dans le projet PSDR INVENTER (<https://www.psdr-inventer.fr/>) donnent à voir ces processus de développement territorial (in Torre *et al.*, pp 49-50). L'essaimage de valeurs et de pratiques est plus centré sur des préoccupations environnementales et sociétales (Larrère et Larrère, 2015). Dans cette veine, le projet PSDR Frugal (<https://projetfrugal.fr/>) a analysé les modalités de gouvernance alimentaire au prisme de l'accès pour tous à l'alimentation de qualité (Torre *et al.*, 2021).

Santo et Moragues-Faus (2019) reconnaissent la « capacité transformatrice » de ces réseaux d'acteurs et leur fort caractère contingent. L'inscription dans la géographie locale sert d'assise en même temps qu'elle peut limiter les possibilités d'impacter les défis qui relèvent d'autres échelles. Différents modèles agricoles et alimentaires coexistent et se confrontent dans les territoires, selon les trois acceptions d'archétypes, de modèles que se donnent les collectifs pour orienter leur action vers un futur désiré ou de normes pour l'action (Gasselin *et al.*, 2021).

Les défis de la précarité et de la rencontre d'acteurs

Les articles de ce numéro spécial ciblent plus spécifiquement les initiatives alimentaires où se rencontrent des acteurs pluriels, aux ressources contrastées et aux capacités d'action complémentaires, aux

échelles d'action diversifiées et aux modèles différents voire divergents. Les modalités de ces rencontres et de la mise en place de stratégies pour l'autonomie alimentaire (Houdart *et al.*, soumis; HLPE, 2020) contre la précarité font ressortir le rôle d'acteurs clés pour l'accompagnement du changement dans les territoires. Les configurations territoriales observées sur le terrain rendent possible l'émergence d'initiatives locales innovantes. Cependant, la cohabitation de différents modèles de gouvernance alimentaire rend nécessaire la mobilisation de nouvelles méthodes pour l'action collective. Les articles réunis dans cet ouvrage nous en donnent une vision panoramique.

LE RÉCIT D'EXPÉRIENCES APPROPRIÉES

Des modèles pour le développement territorial

Juan-Luis Klein et Darío Enríquez proposent un modèle d'action porté par des mouvements citoyens territorialisés et imbriqués à diverses échelles; il part de l'initiative locale pour mobiliser les ressources territoriales dans une action collective et ce faisant, contribue à construire du territoire en augmentant l'*empowerment* des acteurs. Ce cercle vertueux articule dynamique institutionnelle et dynamique organisationnelle. Ce modèle est mobilisé pour rendre compte du dynamisme innovateur de l'organisme « Parole d'excluEs » dans le quartier Montréal-Nord (Québec), dans sa lutte pour la sécurité alimentaire. Le modèle d'action expérimenté offre un nouveau modèle de développement axé sur la solidarité et la réciprocité.

Dans un autre registre, Pierre-Mathieu Le Bel et Marie Houdart analysent deux processus de reterritorialisation de l'alimentation, au prisme de la sociologie des régimes d'action. Ils montrent la coexistence de plusieurs régimes dans les formes d'hybridation des modèles de gouvernance alimentaire. Sur deux initiatives très contrastées, l'une initiée par la société civile pour le développement de la monnaie locale et l'autre initiée par les acteurs publics, dans la genèse d'un projet alimentaire territorial, toutes deux dans le département du Puy de Dôme, les auteurs donnent à voir les motivations des acteurs et les mécanismes qui soutiennent la cohabitation de modèles alimentaires différents.



Ces deux approches nous donnent une clé de lecture pour comprendre les dynamiques en cours dans les territoires, à l'articulation entre les politiques publiques et les initiatives locales (Lardon *et al.*, 2008).

Une construction politique

Théo Fort-Jacques et **Côme Marchadier** nous amènent à Nantes Métropole, dans la mise en œuvre de ses politiques de solidarité alimentaire, en prise avec les initiatives de la société civile. Le constat est paradoxal à deux titres. Le processus participatif, relayé par la communication métropolitaine, met bien en visibilité une variété d'initiatives mais il peine à générer des actions concrètes, qui s'actualisent plutôt à l'échelle locale des communes ou du tissu associatif, parfois en contradiction avec l'ambition du projet alimentaire territorial de la métropole.

En Sud-Corse, où la dépendance alimentaire de Porto-Vecchio est criante, **Caroline Tafani** met aussi en exergue la difficile articulation entre politique portée par les pouvoirs publics et initiatives locales portées par une diversité d'acteurs, du militant au capteur de marché, du défenseur au précurseur des circuits-courts. Pour fédérer ces acteurs et se placer en chef de file de la gouvernance alimentaire, la mairie s'engage dans une reterritorialisation de l'agriculture, dans le contexte de la crise de la COVID-19 qui a accéléré le processus de reconnexion de l'agriculture et de l'alimentation au territoire.

Pour accompagner ces dynamiques de gouvernance territoriale, le rôle de la recherche n'est pas à oublier. Elle contribue à constituer des espaces de dialogue à différentes échelles et entre les différents mondes, tant des acteurs que des chercheurs.

Des dispositifs multi-acteurs

Brigitte Nougardès, Sophie Giraud, Camille Clément, Claire Ruault, Caroline Lambert et **Annabel Rixen** ont appuyé la construction d'un système alimentaire territorial durable en Pays Cœur d'Hérault (Occitanie). Porté par le Conseil de développement du pays, le projet a bénéficié de l'appui de la recherche pour connaître l'offre et la demande alimentaire sur le territoire et mener la concertation

pour aboutir à des pistes d'action et une stratégie territoriale. La concertation a mis en lumière les jeux d'acteurs entre professionnels, société civile et élus, les impliquant différemment dans le processus. Ainsi, la participation semble davantage résulter de la capacité des porteurs à mobiliser leurs réseaux que de celle du dispositif à enrôler les acteurs.

Par ailleurs, des outils sont proposés pour faciliter ces dispositifs multi acteurs. **Grégory Epaud** met en place une action collective sous la forme d'une structure Coopérative Habitante de Paysage (CHP) en Gironde et propose un pilotage du territoire par les acteurs locaux grâce à l'outil paysage. Il lie connaissance et opérationnalité dans les parcours commentés et portraits paysagers d'agriculteurs locaux, dans la recomposition du paysage par les abeilles ou la mise en réseau de jardins citoyens. C'est l'occasion pour des territoires périphériques et ruraux de définir des modalités contemporaines de coopération afin de porter un projet territorial transversal.

Julien Dellier, Marius Chevallier, Edwige Garnier et **Greta Tommas** proposent un jeu sérieux « Alimentation locale en projet » pour analyser et accompagner les territoires. Le jeu est conçu comme un outil d'échange et de confrontation des pratiques et des représentations des acteurs pour répondre aux enjeux du territoire. Il est un dispositif de médiation entre acteurs, mais aussi d'observation scientifique. Il ouvre sur une pédagogie transmissive pour tenter de lisser les inégalités de pouvoir et de co-construire un cadre de dialogue commun entre les partenaires chercheurs et acteurs.

Les acteurs, des producteurs aux consommateurs

La participation des agriculteurs à l'action publique a interrogé **Nabil Hasnaoui Amri, Laura Michel** et **Christophe-Toussaint Soulard**. Ils ont analysé trois séquences d'allocation de foncier agricole et naturel du périurbain montpelliérain (Occitanie) et mis en évidence la part de l'espace vécu des agriculteurs dans leur façon de participer à la fabrique de la politique alimentaire de la métropole. Agri-parc, fermes nourricières, redéploiement pastoral en garrigue illustrent les différentes contributions, entre participations fragmentaires et nouvelles alliances.



Jessica Élie-Leonard et **Mélanie Doyon** s'intéressent à l'initiative locale pour la sécurité alimentaire « Cultiver pour nourrir » dans la Municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle (Québec). Il s'agit d'améliorer la situation des organismes communautaires en augmentant la disponibilité d'aliments frais et sains, en accroissant l'accessibilité économique et physique et en bonifiant la qualité. Les enquêtes réalisées montrent que les retombées sur la sécurité alimentaire sont modestes et saisonnières, elles dépassent la question alimentaire et concernent la cohésion sociale.

Au-delà de l'implication de catégories d'acteurs, ce sont les actions collectives qui relaient l'action publique et ancrent territorialement les projets alimentaires.

VERS DES DYNAMIQUES APPRENANTES D' ACTIONS COLLECTIVES

Dans la perspective de construire des territoires de vie, au sens de Bruno Latour (2017), il nous faut explorer de nouveaux chemins, inventer des façons de faire, innover dans le portage et le partage des projets, imaginer des protocoles innovants (Lardon, 2020) pour intégrer les enjeux des transitions territoriales et les nécessaires apprentissages.

Ainsi, des actions collectives s'expérimentent dans les territoires, mobilisant les savoir-faire et la capacité des acteurs à se coordonner, dans une perspective de développement durable des territoires (Amblard *et al.*, 2018). On assiste actuellement à la modification des processus d'organisation des acteurs et des institutions, et plus largement, des modalités de gouvernance dans les territoires qui influent sur l'élaboration des politiques publiques et leur évaluation et par là même, sur l'émergence de nouveaux modèles de développement des territoires (Gasselin *et al.*, 2021).

Pierre Calame (2015) pose comme « principe général de gouvernance qu'il est indispensable de développer les moyens d'une gouvernance à plusieurs niveaux, en rupture avec le jeu auquel se livrent les collectivités territoriales pour se redistribuer compétences et recettes fiscales. [...] Cette pratique de l'apprentissage en commun, comme celle du partenariat entre acteurs publics et privés, fait en outre partie de ce que nous avons appelé le capital immatériel des territoires : l'ensemble de ces

modes de coopération entre acteurs ou entre collectivités fournit des enseignements durables, qu'il est possible de mobiliser chaque fois que la communauté se trouve confrontée à de nouveaux défis ».

Marc Piraux (2021) définit les dispositifs de gouvernance territoriale collaborative comme « les arrangements institutionnels multi-échelles, situés, co-construits progressivement entre réseaux de la société civile et des pouvoirs publics, structurés par une instance de gouvernance au niveau des territoires et engagés dans un processus de décision collectif et inclusif, basé sur le consentement, générant, par une montée en capacité et en légitimité, du commun et des projets transformateurs de la réalité des territoires. [...] La gouvernance territoriale collaborative fait donc du dialogue, de l'interdépendance entre personnes et de la création de sens, les principes mêmes des arrangements institutionnels et des facteurs de changement sur le territoire ».

Ces nouvelles modalités de gouvernance alimentaire, ces nouveaux acteurs impliqués, ces dynamiques d'actions collectives mettent en exergue la nécessité de changer de postures et d'acquérir de nouvelles compétences, qui s'incarnent dans différentes figures de l'accompagnement, assumant et explicitant la dimension politique de ces postures et des changements qu'elles portent (UNADEL et IRDSU, 2021). Nous entrons ainsi dans une dynamique de territoire apprenant, au sens de Luc Gwiazdzinski et Florent Cholat (2021) : « C'est un peu cela le territoire apprenant, un récit, un embarquement, la fabrique de situations transformatives, des méthodologies contextuelles, une expérience collective, une aventure humaine et la promesse de belles rencontres ».

Nous nous inscrivons dans cette perspective et mettons à l'agenda des recherches la tâche d'approfondir collectivement ces fabriques de territoire.

Bibliographie

- AMBLARD L., BERTHOMÉ G.E.K, HOUDART M., LARDON S., 2018. L'action collective dans les territoires. Questions structurantes et fronts de recherche, *Géographie, Économie, Société*, 20/2, p. 71-90.
- ANGEON V., MOQUAY P., LARDON S., LOUDIYI S., POSS Y., PIVOT J-M., CARON A., 2017. Le développement territorial : principes et méthodes, in LARDON S., MOQUAY P., POSS Y., *Développement territorial et diagnostic prospectif. Réflexions autour du viaduc de Millau*, éditions de l'Aube, p. 27-59.

- BARITAUX V., HOUDART M., 2015. Relations fournisseurs-grande distribution dans les filières agro-alimentaires. Une analyse de la trajectoire d'une démarche de type « filière qualité », *Économie Rurale*, n° 346, p. 15-30
- BARITAUX V., HOUDART M., BOUTONNET J.-P., CHAZOULE C., CORNIAUX C., FLEURY P. *et al.*, 2016. Ecological embeddedness in animal food systems (re-)localisation: a comparative analysis of initiatives in France, Morocco and Senegal, *Journal of Rural Studies*, 43: p. 13-26.
- BERGEZ J.E., AUDOUIN E., THEROND O., (eds.) 2019. *Agroecological Transitions: From Theory to practice in Local Participatory Design*, Cham, Springer, 330 p.
- BLOOM J. D., HINRICHS C. C., 2011. Informal and formal mechanisms of coordination in hybrid food value chains, *Journal of Agriculture, Food systems, and Community Development* 1(4): p. 143-156.
- BOWEN S., ZAPATA A.V., 2009. Geographical indications, terroir, and socioeconomic and ecological sustainability: the case of tequila, *Journal of Rural Studies* 25 (1), p. 108-119.
- BRICAS N., CONARÉ D., WALSER M., 2021. *Une écologie de l'alimentation*, Paris, Versailles, Quae, 301 p.
- CALAME P., 2015. La gouvernance territoriale, clé de la transition vers des sociétés durables, *L'Économie politique*, 68, 59-70. DOI : 10.3917/leco.068.0059.
- CARON P., VALETTE É., WASSENAAR T., COPPENS D'EECKENBRUGGE G., PAPAIZIAN V., 2017. *Des territoires vivants pour transformer le monde*, Versailles, Quae, 279 p.
- CHOLET C., 2021. La parole citoyenne face aux enjeux agro-alimentaires et environnementaux : étude sémiotique des États généraux de l'alimentation, Essais, *Revue interdisciplinaire d'humanités*, 6, p. 65-77.
- DESMARIS A., 2009. *La Via Campesina*, Montréal, Ecosociété, 316 p.
- DEVERRE C., LAMINE C., 2010. Les systèmes agroalimentaires alternatifs : une revue de travaux anglophones en sciences sociales, *Économie rurale*, 317, p. 57-73.
- DUBUISSON-QUELLIER S., 2009. *La consommation engagée*, Presses de Sciences Po, coll. « Contester », 143 p.
- DURAM L., OBERHOLTZER L., 2010. A geographic approach to place and natural resource use in local food systems, *Renewable Agriculture and Food Systems*, Volume 25, Special Issue 2: "Sustainable Agriculture Systems in a Resource Limited Future", June 2010, p. 99-108.
- FALQUE A., 2016. "Introduction. La question de la transition" In Lubello P., Falque A., Temri L., (coord.), *Systèmes agroalimentaires en transition*, Versailles, Quae, p. 7-17.
- GASSELIN P., LARDON S., CERDAN C., LOUDIYI S., SAUTIER D., 2020. *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : un nouveau paradigme du développement territorial?*, Versailles, Quae, 395 p.
- GASSELIN P., LARDON S., CERDAN C., LOUDIYI S., SAUTIER D., 2021. Gouverner la coexistence et la confrontation des modèles agricoles et alimentaires dans les territoires : paradigme, postures, méthodes, in Gasselins P., Lardon S., Cerdan C., Loudiyi S., Sautier D. (dir.), *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : un nouveau paradigme du développement territorial?*, Versailles, Quae, p. 379-391. DOI : 10.35690/978-2-7592-3243-7.
- GOTTLIEB R., JOSHI A., 2010. *Food Justice*. Boston, MIT Press, 304 p.
- GWIAZDZINSKI L. (dir.), 2016. *L'hybridation des mondes. Territoires et organisations à l'épreuve de l'hybridation*, Grenoble, Elya éditions, coll. L'innovation autrement, 344 p.
- GWIAZDZINSKI L. et CHOLAT F. (dir.), 2021. *Territoires apprenants. Un processus d'apprentissage émergent à l'épreuve du réel*, Grenoble, Elya éditions, coll. L'innovation autrement, 256 p.
- HALPER C., LASCOUMES P., LE GALÈS P., 2014. *L'instrumentation de l'action publique : controverses, résistances, effets*, Paris, Presses de Sciences Po, 528 p.
- HILLIER J., MOULAERT F. et NUSSBAUMER J., 2004. Trois essais sur le rôle de l'innovation sociale dans le développement territorial, *Géographie, économie, société*, 6, p. 129-152.
- HLPE, 2020. *Sécurité alimentaire et nutrition : énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030*, Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 111p.
- HOUDART M., BARITAUX V., ICERI V., LARDON S., LOUDIYI S. (soumis) La territorialisation de l'alimentation : une nécessaire articulation d'échelles, *Développement Durable et Territoires*.
- HOUDART M., LE BEL P.-M., LARDON S. 2020. Repenser l'analyse de la participation dans les dispositifs de développement territorial. Illustration tirée de l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial, *Géographie, Économie, Société*, 22, p. 133-146.
- ICERI V., LARDON S., 2021. Circularity in territories: analyzing the dynamics of collective actions in food systems. *European Planning Studies*. DOI : 10.1080/09654313.2021.1901857.
- JOUBE B., 2005. La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté, *Revue française de science politique*, 55, p. 317-337.
- LAMARA H., 2009. Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales, *Développement durable et territoires*. DOI : 10.4000/developpementdurable.8208.
- LAMINE C., CHIFFOLEAU Y., 2012. Reconnecter agriculture et alimentation dans les territoires : dynamiques et défis, *Revue Pour* 3(215-216), p. 85-92.
- LAMINE C., RENTING H., ROSSI A., WISKERKE J.S.C.H., BRUNORI G., 2012. Agri-Food systems and territorial development: Innovations, new dynamics and changing governance mechanisms, *Farming Systems Research into the 21st Century: The New Dynamic*, p. 229-256.
- LARDON S., 2015. L'agriculture comme potentiel de développement des territoires péri-urbains. Analyse par les configurations socio-spatiales. *Articulo - Journal of Urban Research* [Online], Special issue 6, URL : [http://articulo.revues.org/2673]; DOI : 10.4000/articulo.2673.
- LARDON S., 2020. Les trois vis-à-vis des territoires ruraux : voyage en France ou ailleurs, *Organisations & Territoires*, vol. 29, n° 1, p. 149-163.



- LARDON S., BEAUSEROY O., LALANNE L., 2020. Les Jardins potagers, lieux d'échange et d'apprentissage collectif, *Reflets et Perspectives de la vie économique*, De Boeck, LIX, 35-48.
- LARDON S., CHIA E., REY-VALETTE H. (dir.), 2008. Éditorial – Outils et dispositifs de la gouvernance territoriale, *Norois*, n° 209, 4, 81 p.
- LATOUR B., 2017. *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La découverte, 156 p.
- LANE J., 2002. New Public Management: An Introduction, *Development policy review*, 21, 5, p. 555-568.
- LARRÈRE C., LARRÈRE R., 2015. *Penser et agir avec la nature : Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 336 p.
- LE BEL P.-M., PIZETTE M., 2020. Les Espaces-test agricoles comme outil de développement territorial des collectivités, *Géocarrefour*, 94 (4) : 19 p. URL : [http://journals.openedition.org/geocarrefour/15374].
- LIÈVRE P., 2020. PSDR 4 Inventer et Projet Alimentaire Territorial entre filiation pragmatique et disjonction paradigmatique, in Sabine Nguyen Ba, Sylvie Lardon (dir.), *Comment adapter et hybrider les démarches participatives dans les territoires?* E-book du réseau OPDE « Des Outils pour Décider Ensemble » associé au Groupe transversal 3 « Systèmes alimentaires et forestiers, circuits et circularités » du programme PSDR4 "Pour et Sur le Développement Régional", Clermont-Ferrand 15 et 16 octobre 2019.
- LE VELY R., 2016. « Dynamique des systèmes alimentaires alternatifs », in LUBELLO P., FALQUE A., TEMRI L. (coord.), *Systèmes agroalimentaires en transition*, Versailles, Quae, p. 149-158.
- LOUDIYI S. et HOUDART M., 2019. L'alimentation comme levier de développement territorial? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales. *Économie rurale*, 1/367, p. 29-44.
- MARSDEN T., BANKS J., BRISTOW G., 2000. Food supply chains approaches: exploring their role in rural development, *Sociologia Ruralis*, 40 (4), p. 424-438.
- MCCCLINTOCK, N., 2014. Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions, *Local Environment*, 19(2), p. 147-171.
- MORAGUES-FAUS A., 2017. Problematising justice definitions in public food security debates: Towards global and participative food justices, *Geoforum*, 84, p. 95-106.
- PAHUN J., 2020. *L'agriculture face aux politiques alimentaires Une analyse comparée dans trois régions françaises*. Université Paris-Est École doctorale Organisations, Marchés, Institution (OMI) Thèse de doctorat en science politique, 429 p.
- PIRAUX M., 2021. Évaluer et accompagner les dispositifs de gouvernance territoriale : vers une gouvernance territoriale collaborative. Une réflexion à partir du cas brésilien. Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Volume II. Université Paul Valéry, Montpellier, 122 p.
- RENTING H., MARSDEN T. K., BANKS J., 2003. Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development, *Environment and Planning*, 35, p. 393-411.
- REYNOLD K., COHEN, N., 2016. *Beyond the Kale: Urban Agriculture and Social Justice Activism in New York City*, Athens, University of Georgia Press, 224 p.
- SACHSE V., 2020. Les jardins partagés, terreau de participation citoyenne : de l'appropriation de l'espace public à la construction de commun(s) Regards croisés entre la France et l'Italie. Université de Strasbourg, Thèse de doctorat, École doctorale SHS-PE n° 519 UMR 7367 – DynamE, CNRS UNISTRA, 472 p.
- SANTO R., MORAGUES-FAUS A., 2019. Towards a trans-local food governance: exploring the transformative capacity of food policy assemblages in the US and UK, *Geoforum*, 98, p. 75-87.
- SHATTUCK A., SCHIAVONI C., VAN GELDER Z., 2017. *Politics of food sovereignty: Concept, Practice and Social Movements*. Londres et New York, Routledge, 161 p.
- TORRE A., WALLET F., NHUYEN Ba S. (dir.), 2021. Outils et ressources pour agir et décider sur les territoires. Cahier Technique pSDR4. Les plaquettes de traduction des initiatives alimentaires Issues du projet PSDR INVENTER, p. 49-50; Outil de diagnostic « Accès à l'Alimentation de Qualité pour Tous » (AAQT) – PSDR FRUGAL, p. 55-56.
- TRAUGER A., 2015, *Food sovereignty in international context: Discourse, politics and practice of place*, Londres, Routledge, 248 p.
- UNADEL et IRDSU, 2021. Les transitions territoriales, un défi et une opportunité pour les acteurs du développement territorial. Document édité avec le soutien de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, 35 pages. URL : [https://unadel.org/les-transitions-territoriales-une-exigence-et-un-defi-pour-les-acteurs-du-developpement-territorial/].
- WALD N. and HILL D., 2015, "Rescaling" Alternative Food Systems: From Food Security to Food Sovereignty, *Agriculture and Human Values*, 33 (1), p. 203-213.
- WINTER M., 2003. Embeddedness, the new food economy and defensive localism, *Journal of Rural Studies*, 19, p. 23-32.
- WISKERKE J.S.C., 2009, On Places Lost and Places Regained: Reflections on the Alternative Food Geography and Sustainable Regional Development, *International Planning Studies*, vol. 14, n° 4, p. 369-87. DOI : 10.1080/13563471003642803.